








Note d'information pour les communautés : Transparence des investissements fonciers au Cameroun

En 2019, le Columbia Center on Sustainable Investment et le Centre pour l'Environnement et le Développement ont rencontré six communautés vivant dans la région du Sud, département de l'Océan dans le but de réunir des informations sur leurs expériences relatives aux projets agro-industriels réalisés à proximité. L'objectif était d'évaluer la capacité des membres de ces communautés à accéder aux informations sur les projets, à les comprendre, et à les utiliser de manière à mieux participer au processus de prise de décision, influencer sur les décisions relatives aux investissements et régler les litiges y afférents.

Les communautés nous ont confié les points suivants :	Nous recommandons donc qu'il y ait une nouvelle loi foncière qui :
<p> Accès : Les membres des communautés ont du mal à obtenir des informations et des documents sur les investissements dont ils sont riverains. Il est par conséquent difficile de déterminer ce qui relève de la responsabilité des entreprises et de savoir quels sont les droits des communautés.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • permette aux membres des communautés, y compris les femmes, les jeunes, les populations autochtones et les personnes handicapées, d'avoir accès aux informations pertinentes sur les investissements réalisés à proximité et ce, sous une forme compréhensible, avant que des décisions importantes ne soient prises, de manière régulière et dans les langues locales
<p> Exclusion : De nombreuses décisions sont prises à Yaoundé sans implication des communautés. Cette situation les empêche de décider de la manière dont elles souhaitent gérer leurs terres et leurs ressources. Ce qui cause de graves problèmes et engendre des conflits.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • impose l'obligation d'informer les communautés et de leur donner la possibilité d'influer sur les décisions avant l'octroi, l'extension et la prolongation de la durée de vie d'une concession
<p> Compréhension : Les membres des communautés ne sont pas en mesure de comprendre et d'agir en fonction des informations qui leur sont données. Il y a un réel défi de sauvegarde des données et informations par les communautés : Certains documents plus anciens auraient été égarés après le décès d'un chef.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • permette aux membres des communautés de connaître leurs droits et d'influencer la prise de décision • impose aux entreprises de prendre en charge les frais pour que les communautés puissent obtenir des conseils et un soutien indépendants
<p> Utilisation des informations : Les membres des communautés ne peuvent pas toujours participer réellement aux processus décisionnels. Les acteurs gouvernementaux contrôleraient les échanges, intimideraient la population et empêcheraient certains membres des communautés de s'exprimer librement. Les autorités administratives et judiciaires seraient également perçues comme des acteurs peu à l'écoute des préoccupations des communautés.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • prévoit la mise en place de processus de dialogue équitable qui impliquent les populations autochtones, les femmes et d'autres groupes communautaires, et non pas seulement les chefs • prévoit des procédures de règlement des litiges et des procédures judiciaires plus efficaces pour les communautés
<p> Informations fournies par les communautés : Les membres des communautés veulent que des informations sur leur propre situation soient intégrées dans les décisions concernant l'utilisation de leurs terres.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • reconnaisse et prévoit la prise en considération des informations fournies par les communautés dans la prise de décision formelle
<p> Des réactions et non des droits : Les membres des communautés ont déclaré que les gouvernements et les entreprises attendent souvent qu'il y ait une plainte, plutôt que de veiller en amont au respects des droits des communautés. C'est la raison pour laquelle Certaines communautés ont bloqué certaines routes juste pour avoir la possibilité de parler avec des représentants des entreprises.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • reconnaisse et protège tous les droits d'occupation légitimes, y compris les droits fonciers coutumiers non documentés qui sont détenus collectivement
<p> Groupes communautaires : Les communautés autochtones se sentent exclues des discussions et du partage des bénéfices. Les femmes et les filles sont également susceptibles de ne pas être spécifiquement incluses dans les processus.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • prenne en compte les droits et la situation des femmes et des communautés autochtones lors de la conception des cadres de dialogue et autres processus
<p> Bénéfices : Les membres des communautés ont difficilement accès aux informations dont ils ont besoin pour veiller à ce que les entreprises respectent leurs promesses d'améliorer les écoles ou d'aider les agriculteurs locaux.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • inclue les communautés dans la conception des accords de partage des bénéfices • donne aux communautés les moyens juridiques leur permettant de contraindre les entreprises à respecter leurs promesses • oblige les entreprises à partager régulièrement des informations sur les avantages tirés • prévoit des sanctions pour l'entreprise en cas de non-respect de ses obligations